



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

opérations extérieures

Question au Gouvernement n° 1920

Texte de la question

FINANCEMENT DES OPÉRATIONS EXTÉRIEURES

M. le président. La parole est à M. Pierre Lellouche, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Pierre Lellouche. Monsieur le Premier ministre, mon collègue socialiste François Loncle et moi-même étions il y a une dizaine de jours au Mali, dans le cadre d'une mission de contrôle de la politique de la France au Sahel. Nous avons été les témoins directs de la reprise de la guerre dans le nord du Mali, entre l'armée malienne et le MNLA – Mouvement National de Libération de l'Azawad, indépendantiste touareg – dans la région de Kidal. Cette opération s'est soldée par un fiasco pour l'armée malienne. Un sentiment anti-français très fort se fait jour, la France étant accusée de complicité envers le MNLA parce qu'elle a refusé de l'éradiquer militairement.

Dans le même temps, des choses très graves se produisent en République Centrafricaine, où notre armée est littéralement coincée entre la violence des anti-musulmans et les musulmans de la Séléka.

Tout cela alors même que le Gouvernement se divise ouvertement, depuis plusieurs semaines, à propos d'éventuelles coupes dans les crédits affectés à la défense nationale. Après une série de déclarations contradictoires et souvent ambiguës venues de différents côtés – y compris de Matignon, monsieur le Premier ministre –, le Président de la République est intervenu hier et, comme toujours, il est intervenu pour louvoyer ! Tout en annonçant qu'il ne toucherait pas à la loi de programmation militaire qui vient juste d'être votée, il a ajouté une condition : que la trajectoire budgétaire « s'accompagne d'une amélioration des conditions de gestion de nos matériels et projets ».

J'aurais voulu que François Hollande fût avec nous ces derniers jours à Gao, dans le nord du Mali, auprès de nos soldats – auxquels je rends hommage : ils vivent dans des conditions extrêmement difficiles et utilisent des véhicules qui ont le double de leur âge. Ces véhicules tombent en panne en permanence ; ils ne peuvent même pas les réparer dans des abris climatisés ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

Au risque de nous enliser, François Hollande a engagé la France dans des opérations militaires difficiles. Le coût des opérations extérieures représente le triple du montant inscrit dans le budget de la défense. Monsieur le Premier ministre...

M. le président. Merci, monsieur Lellouche.

La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur Lellouche, même sur le Mali vous trouvez le moyen de polémique ! Même sur le Mali, vous trouvez le moyen de mettre en cause le chef de l'État ! (*Vives exclamations*)

sur les bancs du groupe UMP.) Même sur le Mali, vous mettez en cause le Président de la République, alors qu'en décidant d'intervenir pour lutter contre le terrorisme au Mali il a pris une des décisions les plus importantes de son quinquennat. (Protestations sur les bancs du groupe UMP.)

M. Yves Censi et M. Claude Goasguen . Mais répondez, enfin ! Répondez à la question !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Monsieur Lellouche, si vous voulez que nous ayons un débat apaisé et intelligent sur les questions liées à la défense nationale, changez de ton quand il s'agit du chef de l'État ! *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Très vives protestations sur les bancs du groupe UMP, dont de nombreux membres se lèvent et quittent l'hémicycle.)*

M. Georges Fenech. C'est inacceptable !

Plusieurs députés du groupe UMP . Scandaleux ! Incroyable !

M. le président. Mes chers collègues, si vous voulez sortir, faites-le, mais discrètement...

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lellouche](#)

Circonscription : Paris (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1920

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [4 juin 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 juin 2014](#)